Majorité

Pour Saint-Nazaire

Emplois : fier·es des innovations nazairiennes

Hier, aujourd'hui, demain. C'est toujours en ayant ce souci du temps long qu'il faut regarder un bassin d'emploi comme le nôtre.

Comment comprendre la fierté des équipes des Chantiers de l'Atlantique à avoir un carnet de commandes plein, si l'on ne se souvient pas des crises traversées par la navale ? Il faut avoir la mémoire de ces craintes pour l'emploi, pour mesurer le chemin parcouru.

Aujourd'hui, les Chantiers de l'Atlantique sont incontournables sur la construction de paquebots de croisière, avec des innovations majeures sur les carburants utilisés. Ils sont aussi leaders sur la construction des sous-stations électriques, qui sont des pièces essentielles de l'éolien maritime. Avec la commande de deux paquebots à voile Orient Express Silenseas, c'est le savoir-faire nazairien sur la propulsion à voile qui est mis à l'honneur. L'objectif de cette innovation ? Utiliser à nouveau la force du vent pour les paquebots de tourisme ou de commerce afin de diminuer le coût des traversées et réduire leurs impacts environnementaux.

Le premier gréement SolidSail à échelle 1 est en cours d'installation sur le site des Chantiers et va marquer notre paysage. SolidSail a déjà séduit la compagnie nantaise Neoline, qui veut développer un fret transatlantique moins polluant grâce à des cargos à voile.

Demain, des navires à voile équipés d'une technologie nazairienne vogueront sur les mers du monde, que ce soit pour le tourisme ou pour le fret, tout comme nous aurons des sous-stations électriques nazairiennes sur des champs éoliens offshore, éloignés des côtes, et produisant de l'hydrogène vert.

Hier, aujourd'hui, demain. Ces trois temps sont à penser ensemble, car rien ne peut germer sans un terreau fertile et sans que du temps lui soit offert. Bravo aux ingénieur·es, aux ouvrier·es et aux capitaines d'industrie qui ont investi de leur temps et de leur énergie pour que ces innovations voient le jour. Elles et ils font notre fierté.

Dans ce contexte, l'expression d'Europe Ecologie Les Verts indiquant que la commande d'un paquebot à voile aux Chantiers, « *pour de riches clients, est une claque pour ceux qui luttent pour finir le mois et réduire nos impacts sur l'environnement* » est scandaleuse et inappropriée. Elle tourne le dos à l'histoire nazairienne. Elle oppose innovation et écologie, quand l'enjeu est au contraire de les concilier. Elle continue à nier notre apport spécifique à la lutte contre le réchauffement climatique : celui d'un bassin leader.

Doublement de la police municipale et de la vidéo protection

La sécurité dans notre ville est une des priorités de la majorité municipale. Pour se traduire dans les actes nous nous sommes engagé·es lors des dernières élections à doubler les effectifs de la Police Municipale. Nous sommes à mi-mandat et cet objectif sera atteint dès la fin du premier semestre 2023. Nous passons de 10 policier·es à 20 policier·es. Cette hausse permettra plus de présence dans nos rues, sous forme de patrouilles pédestres ou d'interventions liées aux appels des habitant·es.

Concernant la vidéo protection, notre ville disposait de 40 caméras. Elles étaient situées principalement en centre-ville et au niveau de la gare. Nous passons dès à présent à 80 caméras avec un dispositif qui permet désormais de couvrir les principaux lieux de flux de population dans l'ensemble des quartiers.

En plus des nombreuses actions d'éducation et de prévention, la majorité municipale réaffirme sa volonté d'utiliser les outils à sa disposition pour participer à la lutte contre la délinquance et les incivilités. Nous continuons d'exiger de l'Etat une augmentation des effectifs de la Police Nationale et nous adressons notre soutien aux personnels de l'institution judiciaire, qui ne disposent pas des moyens suffisants pour assurer un traitement rapide et serein des situations.

L'Art dans notre espace public

Nous voulons développer l'art dans l'espace public afin de multiplier les rencontres entre les habitant·es et les œuvres sans aucune barrière. En apportant un « supplément émotionnel » à notre cadre du vie, l'art nous procure une expérience sensible. Notre travail a commencé par un recensement des œuvres existantes. Nous disposons de 59 œuvres dont plusieurs datent de la fin du 19ème siècle. A cela s'ajoute les fresques éphémères réalisées au moment des escales. Elles apparaissent et disparaissent de notre vue en fonction des besoins de la ville et c'est leur vocation. Récemment nous avons fait naître des fresques sur des murs peints que vous pouvez admirer près du port, le long de la voie ferrée. Nous voulons aller plus loin pour garantir une présence des œuvres sur toute la ville afin de surprendre, de susciter des émotions, de stimuler nos imaginaires.

L'Art dans la ville c'est aussi restaurer les œuvres existantes à l'image des « Javelots » de Peter Logan sur la pointe de Villès dont nous envisageons la réimplantation au printemps 2023.

La Poste et le service public

La Poste a décidé de fermer ou de réduire les amplitudes d'accueil de ses bureaux de poste nazairiens. Nous nous opposons vivement à ces décisions comptables qui éloignent les citoyen·nes d'un certain nombre de services auxquels elles et ils sont attaché·es et dont elles et ils ont besoin. Les services publics sont un bien commun et nous défendons leur présence et leur qualité partout. Ils sont un outil de mise en œuvre de l'Egalité entre les citoyen·nes, quelle que soit leur situation financière ou géographique. Localement ils sont un levier puissant pour garantir des politiques publiques plus justes et plus protectrices. Par exemple, si nous sommes capables de maintenir les prix des repas dans les cantines et le prix de l'eau au robinet malgré l'inflation que nous connaissons tous, c'est parce que nous avons fait le choix de garder ses services en régie plutôt que de les confier à des entreprises privées qui doivent rémunérer des actionnaires. Les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

Taxe sur les éoliennes

A l'heure où nous écrivons ces lignes un amendement sur le partage entre les communes de la taxe sur la production d'électricité par le nouveau champ d'éoliennes au large de nos côtes a été voté. Il est particulièrement néfaste pour notre commune.

Depuis de nombreuses années, les élu·es de Saint-Nazaire se sont mobilisé·es pour qualifier la ville dans le vaste processus de transition écologique et énergétique. Nous avons toujours pensé que l'industrie n'était pas le problème mais au contraire la solution, face aux gigantismes des moyens techniques à mettre en œuvre. Nous avons toujours cru dans la capacité des salarié·es pour inventer l'avenir. Nous avons toujours eu confiance dans la population pour accepter les efforts qui étaient liés à cette ambition collective.

Ainsi, nous avons permis de doter la France de son premier champ éolien en mer. Il aura fallu établir des consensus entre tous les acteurs (Industriels, pêcheurs, riverains…), mettre en chantier

toute une ville traversée par les câbles électriques, fermer une plage plusieurs mois…Tout cela nous l'avons fait avec conviction.

Nous pensions que les habitant·es seraient reconnu·es pour cela et bénéficieraient pleinement du produit d'une taxe sur l'exploitation des éoliennes. Le montant de cette taxe était connu et les conditions de sa répartition entre les différentes communes concernées devaient se faire selon plusieurs critères, dont celui du nombre d'habitant·es. Et pourtant, les député·es de la majorité ont introduit au débotté et sans aucune concertation un amendement qui vise à prendre en compte les résident·es secondaires dans le calcul de la répartition de la taxe. L'objectif est simple : apporter plus de bénéfices aux villes balnéaires dont les résident·es secondaires s'estiment lésé·es. Le symbole est terrible que de reconnaître un préjudice à des personnes privilégiées dont le quotidien ne change en rien et dont la seule crainte est la dévalorisation de leur gros patrimoine dans des villes où ils n'occupent leurs résidences que quelques semaines par an. Le symbole est tout aussi terrible pour les communes comme Saint-Nazaire qui logent celles et ceux qui travaillent pendant que les communes du littoral ne respectent pas leurs engagements en termes de logements sociaux. En pleine crise du logement, en pleine crise énergétique, le gouvernement nous explique que les personnes lésées sont les multipropriétaires de la côte.

Cette injustice nous la combattons en demandant à l'Etat de revenir à la répartition initiale sans quoi le budget de la ville perdra 250.000 euros chaque année pendant 15 ans soit près de 4 millions d'euros !

Eclairage public : bilan de l'extinction nocturne

Quand la ville a décidé de tester en 2018 l'extinction nocturne dans trois quartiers, l'ambition était déjà de protéger la biodiversité qui a besoin de connaitre des phases de jour et de nuit. L'étape suivante, franchie en 2020, a consisté à étendre l'extinction à toute la ville, à quelques lieux exceptés près (zones vidéosurveillées, parking en enclos, voies de transit…). Aujourd'hui, 70% de la ville est dans le noir de minuit à 5h. Cette décision est cohérente avec notre projet de Ville-Jardin au bord de l'Océan qui va augmenter le nombre d'arbres, la biodiversité… indispensable pour permettre à tous les habitant·es de disposer près de chez soi d'un espace de nature.

L'autre effet de l'extinction se lit en bas de notre facture d'énergie : les économies réalisées ont juste permis d'amortir la hausse du prix du kilowatt/heure. Quand sera-t-il demain si la tendance se poursuit dans ses proportions aussi folles ? Notre responsabilité est d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion pour ne pas devoir agir dans l'urgence : éteindre plus tôt, supprimer des points lumineux non essentiels, accélérer le passage à la technologie LED…

Il convient également de couper court aux idées reçues : nous ne constatons pas de relation entre l'extinction et une augmentation de la délinquance et des cambriolages. Ce constat a été partagé avec les forces de l'ordre et de secours. Rappelons aussi que la police dispose du moyen de rallumer tout endroit où leur intervention le justifierait.

Les 39 élu·es du groupe « Pour Saint-Nazaire »

Opposition

Ensemble, solidaires et écologistes

Saint-Nazaire toujours à la pointe pour les politiques sociales ?

Des politiques sociales ont été mises en place sur la commune. Mais nous constatons depuis plusieurs années une dégradation de l'accès aux droits pour les habitant·es, associée à des alertes régulières sur les conditions de travail des fonctionnaires municipaux de ce service.

Alors que l'inflation a atteint le chiffre de 5,2 % en moyenne en 2022 (source INSEE du 13/01/2023), et donc que le seuil de pauvreté va forcément augmenter et concerner de plus en plus d'entre nous. Il nous semble urgent de développer au plus vite une politique sociale au service du plus grand nombre. L'augmentation du coût de la vie entraine d'ores et déjà des situations dramatiques, il est nécessaire d'orienter l'ensemble des politiques sur un soutien et un accès aux soutiens financiers et matériels facilité.

Le non-recours aux droits reste une problématique de grande ampleur en France (30 % des personnes qui pourraient bénéficier du RSA ne le touche pas actuellement, par exemple). De multiples solutions ont déjà été proposées, telles l'automatisation d'accès aux aides, la simplification administrative, l'association des personnes concernées dans l'organisation de l'attribution de ces aides.

La mise en œuvre d'un revenu minimum garanti, avec un accompagnement pour l'accès aux droits, permettrait de lutter activement contre la grande précarité.

Au lieu de cela, la majorité municipale s'engouffre dans une voie hasardeuse en se portant volontaire pour expérimenter le « contrat d'engagement unifié » qui s'inscrit dans le projet global du gouvernement « France travail ».

Si nous convenons qu'il est urgent d'accompagner efficacement et activement les personnes les plus éloignées de l'emploi. Cela ne peut se faire que dans le cadre d'un progrès social. Faire inter-agir les acteurs de l'accompagnement plus efficacement est en soit sans doute une bonne chose mais, il y a toujours des mais avec les projets de la majorité présidentielle.

Car ce projet du gouvernement envisage la possibilité de conditionner cet accompagnement actif à 15 -20 heures hebdomadaires d'activité sous peine de sanctions pour les bénéficiaires. Ceci n'est pas acceptable et aurait du constituer une ligne rouge préalable à l'engagement de notre ville. Outre cette pression mise sur les plus précaires d'entre nous qui se montreraient volontaires, nous serons également très vigilants sur les conséquences nationales qui pourraient être répercutées sur les associations, comme le conditionnement de versement de subventions à l'accueil de personnes bénéficiant de ce dispositif.

En matière d'accompagnement social notre ville ne doit pas devenir un champ d'expérimentation de la régression.

Le groupe Ensemble solidaires et écologistes